



Déclarations et Discours

N° 74/14

RAVIVER "L'ESPRIT D'OTTAWA"

Texte de l'allocution du Premier ministre à l'occasion de la réunion des ministres des Finances du Commonwealth, à Ottawa, le 25 septembre 1974.

C'est avec grand plaisir que je vous accueille à Ottawa à l'occasion de cette Conférence. Le Canada est toujours heureux d'être l'hôte des pays du Commonwealth, comme beaucoup d'entre vous qui n'en sont pas à leur premier séjour parmi nous le savent déjà. Notre pays, en effet, est très attaché au Commonwealth et lui accorde une très grande importance. A notre avis, il n'existe aucune autre association qui permette à des hommes et à des femmes de presque toutes les parties du monde de se réunir pour trouver dans la détente et avec autant de succès des solutions à leurs problèmes communs. Nos énergies, nous les rassemblons pour nous attaquer à ces problèmes, et non pour nous attaquer les uns les autres.

Et cela aura certainement son importance dans vos délibérations de cette semaine. J'ai peine à croire que seulement quatorze mois se sont écoulés depuis la Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth, qui avait lieu ici même au cours de l'été de 1973. Durant ce court laps de temps les nations du monde ont fait face à une série de crises économiques sans précédent, peut-être, dans l'histoire. Ces crises ont soumis les systèmes commercial et monétaire internationaux à une rude épreuve à laquelle ils n'ont résisté que de justesse, et elles ont fortement ébranlé, par ailleurs, l'économie de certaines nations. Les questions que vous allez débattre sont d'une telle ampleur, et les solutions que vous devez y trouver si complexes, qu'une seule conférence, quelle qu'en soit l'importance et quelle que soit la bonne volonté de ses participants, ne peut constituer que l'amorce d'un long processus.

Mais ces premières démarches seront décisives. Il importe au plus haut point que les peuples de chacun de nos pays reçoivent l'assurance que leurs gouvernements ont tout au moins cerné quelques-uns des problèmes et se sont entendus sur la ligne de conduite à suivre pour les résoudre. Parmi ces problèmes, l'un des plus pressants réside justement dans le manque de confiance en nous-mêmes et dans notre capacité d'agir efficacement. Votre réunion, je l'espère, se déroulera sous le signe de la confiance, car celle-ci représente l'un des éléments essentiels du système économique inter-

national. Peut-être même représente-t-elle l'élément clé du système monétaire international.

Lors de la Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth, en 1973, on a découvert ou créé (je ne sais lequel des deux termes est le plus juste), on a connu à tout le moins ce qu'on est convenu d'appeler depuis "l'esprit d'Ottawa". Cet esprit ne peut, à mon avis, s'être dissipé, car il a permis à chacun de nous de comprendre que, même si les problèmes avec lesquels nous sommes aux prises sont ce qu'il y a de plus réel et complexe, notre capacité de les résoudre repose entièrement sur notre volonté de les envisager avec autant de bonne foi et d'intérêt que s'il s'agissait de nos problèmes familiaux. Cet esprit nous a aussi permis de nous rendre compte que les prétendues solutions qui ne profitent pas au simple citoyen sont absolument vaines.

"L'esprit d'Ottawa" est essentiellement l'expression de cet intérêt pour les hommes. Je vous exhorte à le raviver ici, cette semaine, en vous inspirant des vues si nobles et si élevées tant de fois exprimées autour de cette table par des dirigeants de toutes les parties du monde. Nul, cependant, n'a su l'exprimer avec plus de sensibilité, d'éloquence et de sincérité que le regretté Premier ministre de la Nouvelle-Zélande, feu Norman Kirk. Tous ceux qui ont eu l'occasion d'entendre celui-ci en août dernier et tous ceux qui le connaissaient sont conscients de l'ampleur de la perte qu'a représentée, pour les Néo-Zélandais et pour le monde entier, la mort de M. Kirk. Cet homme savait nous rappeler avec pertinence qu'aucune de nos initiatives politiques ou économiques ne peut se justifier si elle n'apporte rien sur le plan humain.

L'économie constitue, à n'en pas douter, l'un des pivots de la condition humaine. Or, je crains que nous n'ayons pas toujours, dans le passé, accordé toute l'attention voulue à cet élément. Nous avons trop souvent laissé l'obscurité s'insinuer entre les lieux occasionnelles qu'ont fait jaillir, par exemple, les accords de Bretton Woods, le Plan de Colombo ou les négociations Kennedy. Nos pays industrialisés ont placé une foi aveugle dans leurs systèmes, leurs valeurs, leur générosité et leur indestructibilité. En nous accrochant trop longtemps à ces postulats économiques, nous sommes demeurés dans l'obscurité pendant qu'autour de nous le monde se transformait. De sorte qu'au niveau international, le progrès a été irrégulier et marqué de longues périodes d'inactivité, voire de déclin.

J'ose cependant croire que nous émergeons en ce moment d'une de ces longues périodes d'obscurité. Et, comme chaque fois que nous nous trouvons de nouveau face à la lumière certaines images se

fixent sur notre rétine. Je songe, par exemple, à l'étroite relation qui existe entre les événements qui se produisent dans tous les pays du monde, qu'ils soient industrialisés ou en voie de développement. Ou encore, à la nécessité absolue de nous unir pour tirer profit de ces événements.

Il serait peu réaliste de croire que l'on puisse travailler au progrès sans tenir compte des cours commerciaux et de la gestion des ressources. Nous aurions tort de supposer qu'il est possible de combattre l'inflation sans nous y employer aussi bien chez nous qu'au niveau international. Il serait vraiment insensé de notre part de supposer qu'un pays puisse arriver à produire un bien quelconque en quantité suffisante pour subvenir complètement à ses besoins et se permettre d'adopter une politique monétaire, commerciale ou économique qui ne tienne aucun compte des intérêts des autres nations.

Autrement dit, il est essentiel que les réunions internationales de même que les institutions internationales jouent désormais un rôle plus important dans la gestion de l'économie de chacun de nos pays. Ce rôle ne pourra être efficace, toutefois, qu'à la condition que nos discussions et nos actes traduisent une conscience réelle de nos responsabilités mutuelles ainsi que de nos responsabilités envers cette planète sur laquelle nous vivons et dont notre survie dépend entièrement. Transferts de ressources, déficits dans les opérations de change, difficultés de trésorerie, inflation, barrières commerciales, chômage, dégradation du milieu, croissance, il est impossible de séparer un de ces éléments des autres ou d'établir à ces égards une distinction entre les pays. Nous ne pouvons pas non plus isoler ces éléments des préoccupations que doivent exprimer toutes nos délibérations et tous nos efforts, préoccupations qui touchent la justice sociale et la dignité humaine. Cela ne suffit toutefois pas: il faut encore nous astreindre à la discipline et travailler avec persévérance.

J'ai la certitude que ces préoccupations imprégneront toutes vos discussions. Je souhaite vivement que vos délibérations soient couronnées de succès et que votre séjour à Ottawa soit des plus agréables.

S/C
